

# Impôts : Qui veut la mort des classes moyennes ?

Au moment où les contribuables qui payent des impôts reçoivent leur déclaration, le gouvernement tente de faire passer le message que cette fois-ci, la fiscalité sera plus juste et que plusieurs millions de Français verront leurs impôts baisser.

La réalité est malheureusement tout autre. Au-delà de la compensation par les classes moyennes de la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu à 5,5%, la suppression de niches fiscales qui permettent de rendre supportable un barème de l'impôt déraisonnable aboutit purement et simplement à un matraquage en règle de ces dernières.

## La baisse des allocations familiales

Le meilleur exemple et le plus récent est évidemment la baisse des allocations familiales pour 500 000 familles, celles-là mêmes qui constituent la classe moyenne dite supérieure en France. Le passage d'un système égalitaire et universel, déconnecté du niveau de ressources, à un système équitable et personnalisé, s'il n'est pas forcément choquant dans son principe, aboutit au fait que l'effort est une fois de plus supporté par un nombre très restreint de contribuables sur lesquels la pression fiscale explose. Depuis 2012, cette dernière n'est supportée que par 20% des contribuables. Qu'il s'agisse des hausses d'impôt pures et simples, de la baisse du quotient familial, de la baisse des allocations ou encore de la suppression de certaines niches fiscales, les classes moyennes payent au prix fort une politique qui aboutit à une baisse sévère de leur pouvoir d'achat.

## L'inéquité de l'impôt en France

Au-delà du constat, cette politique est lourde de conséquences en terme d'équilibre économique. En premier lieu, elle accentue considérablement le sentiment d'inéquité de l'impôt et donc le rejet de sa légitimité. Or, le consentement à l'impôt est ce qui module la motivation des cadres, professions libérales et d'une manière générale ce que l'on peut appeler les créateurs de richesse. Ensuite, elle entraîne inéluctablement et presque mécaniquement une augmentation sensible du travail au noir. Enfin, elle conduit les plus écoeurés à l'exil fiscal. L'impôt que ne paieront plus ces exilés devra être acquitté et compensé, afin de ne pas connaître de pertes de recettes fiscales, par les mêmes classes moyennes. La boucle est donc bouclée, dans un cercle vicieux à la logique infernale qui voit les classes moyennes ponctionnées voire asséchées dans un grand mouvement d'appauvrissement généralisé. Taxer les riches n'a jamais rendu les pauvres moins pauvres. En revanche, taxer toujours plus les classes moyennes, c'est le chemin le plus court vers le nivellement par le bas et la mise à mal de ce qui fait encore un des ressorts de l'économie française : la consommation. Pour combien de temps encore